

En outre, on a envoyé à notre brigade cantonnée en Europe un bataillon d'appareils Honest John. Il reste encore à décider, en chaque cas, si l'on dotera ou non ces armements d'ogives nucléaires. D'après ce que nous a dit le premier ministre (M. Diefenbaker), deux d'entre elles, au moins, n'ont qu'une efficacité maximum lorsqu'elles sont munies de telles ogives. On nous avait déjà dit qu'il existait une autre solution, qu'il serait peut-être possible de les munir d'ogives ordinaires. Nous avons appris depuis lors, sans grand étonnement du reste, qu'aucune ogive ordinaire n'a été mise au point et que nos forces armées peuvent encore bien moins s'en procurer facilement. Voilà une situation ridicule. Nous dépensons de fortes sommes d'argent pour des armes qui pourraient fonctionner si ce n'est qu'elles ne sont pas munies d'ogives, et nous continuons de dépenser des centaines de millions de dollars pour d'autres armes du même genre.

Ce manque d'esprit de décision de la part du gouvernement est extrêmement décevant pour nos alliés. Je sais que le gouvernement américain et les forces armées sont profondément désappointés de ce que le gouvernement canadien ne prenne aucune décision dans un sens ou dans l'autre. Je sais aussi que nos alliés en Europe partagent les mêmes sentiments. Si le gouvernement décidait de ne pas pourvoir nos forces armées d'ogives nucléaires, on comprendrait au moins une telle décision et on prendrait ensuite les mesures qui s'imposent. D'autre part, si nous décidions d'en équiper nos forces armées, une telle décision serait comprise et appréciée. Mais nos alliés de l'OTAN ne parviennent pas à comprendre pourquoi le Canada refuse de prendre une décision, de sorte que notre pays est devenu la risée des autres pays du monde.

Parlant des ogives nucléaires, hier après-midi, le député de Calgary-Sud (M. Smith) a exposé sa propre politique à ce sujet ou, du moins, il a déclaré que ses vues sur cette question diffèrent de celles des députés de premier plan de son parti. Lorsqu'on y regarde de plus près, cependant, on est porté à se demander s'il s'agit vraiment d'une troisième politique ou si ce n'est pas tout simplement une partie de la même vieille ligne de conduite confuse. Voici ce qu'a dit le député:

Après avoir examiné toutes les possibilités d'en venir à une entente fructueuse, j'estime qu'il nous faut accepter l'avis de nos militaires de carrière. S'ils estiment que la défense du Canada exige l'emmagasinement d'armes nucléaires, il n'y a pas lieu d'agir autrement. Toutefois, j'insiste sur le fait qu'il faut explorer au préalable toutes les possibilités d'en venir à une entente satisfaisante sur le désarmement. Se munir d'armes nucléaires avant

compromettrait à jamais les négociations pouvant aboutir à une entente satisfaisante.

C'est beaucoup dire. D'après l'honorable député, combien de temps devrions-nous attendre une décision? Combien de temps, pense-t-il, vont se poursuivre les pourparlers sur le désarmement? Ils durent depuis des années, sans qu'on ait obtenu de véritables résultats. Croit-il que nous devrions attendre encore trois ans? Ou bien cinq ans encore? A moins que l'honorable député soit prêt à bien préciser la longueur de temps qu'il a en vue, sa proposition n'a aucun sens. De fait, elle ne diffère en rien de celle que présentent, de temps à autre, d'autres membres du gouvernement.

M. Pallett: L'honorable député aurait-il une autre proposition?

L'hon. M. Hellyer: En effet. Il faudrait, à mon avis, se décider d'une façon ou de l'autre. (*Exclamations*) Il s'agit d'une affaire extrêmement urgente, qu'il importe de discuter plus à fond. J'aurai peut-être l'occasion de m'y attarder davantage au cours d'un autre débat. Mais, en attendant, je supplie le gouvernement, à qui il incombe, sous notre régime, de prendre les décisions, de faire part de ses intentions à cet égard.

Que dire des forces de croissance? La politique du gouvernement en matière d'immigration a-t-elle stimulé ou freiné notre développement national? A Toronto, le 5 avril 1957, le premier ministre a promis une politique d'immigration vigoureuse afin d'amener au Canada des immigrants qui viendraient grossir la population. Plus tard, le même mois, soit le 25 avril, il a déclaré devant la *Ethnic Press Association*, à Toronto, qu'une immigration annuelle jusqu'à concurrence de 4 p. 100 de la population était réalisable. Ce pourcentage représentait environ 640,000 personnes par année. L'idée était audacieuse, mais la réalisation nous réservait des surprises. L'immigration a diminué constamment. L'année dernière, le nombre d'immigrants arrivant au Canada a été le plus bas des dix dernières années.

D'autre part, l'émigration augmente. Le nombre de ceux qui quittent le Canada pour retourner dans leur pays d'origine ou aller aux États-Unis s'accroît. Et pire, ce sont les travailleurs les plus spécialisés qui quittent le pays. Nous disons qu'il faut spécialiser notre main-d'œuvre et justement, les dizaines de milliers d'émigrants sont des travailleurs très spécialisés. Or ils sont absolument indispensables à l'expansion et au développement de notre pays.

Pourquoi partent-ils en si grand nombre? Pourquoi cette tendance s'accélère-t-elle? Comment pouvons-nous renverser la vapeur?